

La Gazette des Comores

Paraît tous
les jours sauf
les week-end

Quotidien Indépendant d'Informations Générales

23^{ème} année - N° 4213 - Jeudi 22 Septembre 2022 - Prix : 200 Fc

BUDGET DE L'ETAT :

L'ICBT plaide pour un accès à l'information



RENCONTRE ENTRE MOUIGNI BARAKA ET AZALI

« Je suis allé lui dire
les 4 vérités en face »

LIRE PAGE 3

Visitez le site de La Gazette
www.lagazettedescomores.com

Prières aux heures officielles
Du 21 au 25 Septembre 2022

Lever du soleil:

05h 57mn

Coucher du soleil:

18h 03mn

Fadjr : 04h 43mn

Dhouhr : 12h 04mn

Ansr : 15h 18mn

Maghrib: 18h 06mn

Incha: 19h 20mn



LANCEMENT DU TRANSPORT VIP

Extension des services K-CSI pour la promotion du secteur touristique

L'entrepreneure Fatima Saïd Issilam poursuit ses projets au niveau de l'aéroport Moroni Prince Saïd Ibrahim qui est devenu l'épicentre des activités de Karibu-Conseils et Services International (K-CSI). Après avoir établi la gestion d'une machine multifonctions pour les emballages des bagages puis la création de la société K-CSI, Fatima Saïd a lancé hier 21 septembre son projet de transport routier VIP pour compléter la gamme de services destinée à la clientèle.



Gestionnaire des entreprises touristiques et hôtelières de formation puis quatre années d'études supérieures et des années de services dans la compagnie panafricaine Air Afrique et Air Sénégal International, Fatima Saïd Issilam est revenue dans son pays pour contribuer au développement du tourisme et des activités connexes au transport aérien. Cette entrepreneure comorienne issue de la diaspora s'est déjà investie dans un premier temps dans la gestion d'une machine multifonctions afin d'accompagner l'aéroport internatio-

nal et les compagnies aériennes dans l'emballage des bagages pour répondre aux normes de sécurité et de sûreté aérienne. Puis elle a dans un second temps passé à la création de la société K-CSI (Karibu-Conseils et Services International) une société qui exploite deux salons VIP

Karibou au départ et à l'arrivée de l'aéroport pour offrir un cadre adéquat aux hommes d'affaires et partenaires puis de renforcer l'image du pays tout en créant des emplois pour jeunes diplômés. Pour elle, les ambitions sont grandes et elle continue ses projets.

Hier 21 septembre, elle a lancé son projet du transport routier en présence du ministre du transport terrestre et aérien Bianrifi et du ministre en charge du tourisme Houmed Msaïdié. « Ce projet concerne la mise en circulation des bus de dernière génération pour

compléter la gamme de services destinés à la clientèle. C'est dans ce contexte que j'ai démarré en 2019 par le transport routier personnels, brigadiers de l'ASECNA », avance-t-elle. Et d'ajouter que « le projet a retenu l'attention du PIDC qui m'a accordé une subvention pour l'acquisition de nouveaux bus de dernière génération. Et je suis la seule candidate à bénéficier d'un tel appui du transport terrestre ».

Dans ce sens, le ministre du transport a salué les efforts fournis par l'entrepreneure pour arriver à ses fins tout en sachant que ses efforts contribuent à la vision du président Azali de faire des Comores un pays émergent. « L'Etat comorien pourrait développer d'autres activités tel que le catering, générant aussi de nombreux emplois. Et le catering est une industrie permettant s'approvisionner les compagnies aériennes en repas à bord », souhaite Fatima Saïd. Sur ce, l'entrepreneure compte réaliser encore des projets pour contribuer au développement touristique du pays.

Kamal Gamal

INTERVIEW

Armel Sylva : " Il faut qu'au moins 20 % du budget de l'État finance l'éducation "

Armel Azhar Sylva a participé au 77e sommet des Nations unies, sur la transformation de l'éducation. Jeune et leader, cette femme de 26 ans était modératrice et panéliste sur des thèmes clés contribuant à une éducation de qualité.

Question : Vous avez participé au 77e sommet de l'AGNU en tant que modératrice et panéliste, quelles sont vos impressions ?

Armel Azhar Sylva : C'est un grand honneur de participer à ce grand événement qui vise à contribuer dans le développement de l'éducation. Nous étions quatre jeunes dans le comité consultatif pour les préparatifs du sommet. C'est vraiment un honneur d'être là en tant que Comorienne et jeune leader et une très grande fierté de représenter l'Afrique. Après 8 mois de travail acharné avec le comité consultatif des Nations Unies dirigé par la vice-secrétaire général Amina J. Mohammed et le ministre de l'éducation de Sierra Leone David Moinina Sengeh pour le sommet sur la transformation de l'éducation et, en tant que jeune membre du comité et Conseillère de la jeunesse auprès des Nations Unies, j'ai joué un rôle très important en fournissant des conseils stratégiques sur les préparatifs, la vision, le développement et la

mise en œuvre du sommet en se focalisant sur les points de vue des jeunes. Cependant, j'étais un peu déçue de n'avoir pas pu échanger en temps réel avec notre ministre de l'éducation avant l'ouverture. J'aurais aimé avoir ses points de vue par rapport à notre système éducatif. Toutefois, les échanges lors de cette assemblée étaient fructueux. Ma présence à un tel événement était une grande joie pour moi. Car ce sont les Comores qui gagnent, car cela nous valorise encore plus.

Question : Des priorités ont été tracées et des engagements pris lors de ce sommet. Pensez-vous qu'il y aura un impact dans le pays ?

AAS: Je tiens à rappeler que l'objectif de cette assemblée était d'assurer l'accès à une éducation de qualité pour tous et de promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie et d'assurer que l'inclusion des jeunes soit une priorité de nos gouvernements de manière significative. Beaucoup de choses sont à prendre en compte car chaque pays a sa politique et beaucoup d'entre eux sont en avance par rapport à notre pays. Nous, en tant que jeunes leaders, nous avons proposé des points stratégiques. Et il a été démontré au cours de ces réuni-

ons, que l'on ne peut pas avoir une éducation stable sans un financement et un accompagnement. Il faut un suivi, une évaluation et un monitoring. L'accent a été mis sur une refonte de la formation des enseignants, entre autres. Dans nos échanges, nous avons sollicité qu'au moins 20% du budget de l'Etat contribue à l'éducation. Par exemple, dans notre pays, nous ne pouvons pas avoir une émergence sans éducation et l'Etat doit se mobiliser pour un monde meilleur. Après un échange avec notre ministre, il était impressionné par mon parcours et nos interventions. J'ose espérer un changement positif. En tout cas, il était attentif. Je n'ai pas pu participer à un panel où participait un membre de notre gouvernement. Toutefois, j'espère que nos doléances seront prises en compte et les engagements pris lors de cette assemblée vont être respectés. Lors de la dernière session, le secrétaire général de l'ONU a exhorté aux gouvernements d'accorder leur priorité au financement de l'éducation et encourage les partenaires de développement à annuler les réductions d'aides et à consacrer à l'éducation au moins 15% de l'aide publique au développement et a invité les institutions financières internationales à promouvoir l'objectif de l'enseigne-



ment de qualité pour tous dans les pays en développement, en tirant partie de la facilité internationale de financement pour l'éducation, qui vise à mobiliser 10 milliards de dollars pour aider 700 millions d'enfants à bénéficier d'un enseignement de qualité. Une bonne chose pour l'éducation.

Question : Un dernier mot ?

AAS: Je dirais aux jeunes comme moi de croire en leurs rêves et d'être ambitieux dans la vie. Ensemble soyons des acteurs pour

l'éducation. Il ne faut pas dire que je vais ressembler à tel ou tel, mais il faut être un acteur du changement. Si moi j'ai pu arriver jusqu'ici, d'autres peuvent faire plus que moi. Ce pays a besoin de leaders et chaque personne a sa part pour le développement et pour un monde meilleur. J'appelle les jeunes à oser, à rêver grand et à penser à leur avenir. Comme on dit, « c'est en forgeant qu'on devient forgeron ».

Propos recueillis par
Andjouza Abouheir

BUDGET DE L'ETAT :

L'ICBT plaide pour un accès à l'information

L'Initiative Citoyenne pour la Transparence Budgétaire a convié la presse ce mercredi pour "la présentation des résultats de l'enquête sur le budget ouvert 2021". Et ces derniers plaident pour un accès à l'information.

Le souhait de cette organisation de voir le processus budgétaire être accessible à tous les citoyens tient d'un constat, une opacité totale dans le processus d'élaboration du budget aux Comores. A l'initiative de l'International Budget Partnership

(IBP), des études sont menées dans 120 pays à travers le monde afin de faire un plaidoyer visant à promouvoir l'accès du public aux informations budgétaires et l'adoption de systèmes budgétaires inclusifs et responsables. Une manière d'impliquer davantage le citoyen à connaître un peu plus le fonctionnement de l'Etat plus particulièrement comment son argent est géré, pour rester simpliste.

En tout cas, il y a urgence à mettre en place ces genres d'initiatives. Pour l'année 2021, l'Enquête sur le Budget Ouvert (EBO) est presque

inquiétante pour les Comores. L'enquête effectuée par l'ICBF a tourné autour de trois axes majeurs à savoir la transparence, la participation du public et le contrôle budgétaire. Sur ces trois indicateurs, les Comores ont rendu à chaque fois une note négative. Sur les deux premiers, sur une notation à 100 points à chaque fois, les Comores ont fait zéro pointé, pas une surprise dans un pays où la moindre information concernant l'utilisation des deniers de l'Etat est considérée comme secret défense.

La loi d'habilitation de l'année

2018 est là pour nous rappeler à quel point il est difficile pour le public d'accéder à des informations qui sont par nature accessibles au grand public par souci de transparence. C'est pourquoi l'ICBT plaide pour ce qu'elle appelle un budget citoyen qui n'a rien d'autre que l'implication de la société (ONG, Société Civile, journalistes...) dans le processus d'élaboration du budget. La finalité de cette initiative est de promouvoir une gestion des finances publiques transparente, responsable et participative.

S'agissant du troisième indica-

teur, avec 33 points sur 100 là aussi, on est loin de la moyenne. Pour résoudre ces manquements, l'ONG appelle les organes (ministère des finances, Assemblée) à user de plus de souplesse pour " permettre aux membres du public ou aux organisations de la société civile de témoigner lors des débats" ou encore "faire participer activement les communautés vulnérables par l'intermédiaire des organisations de la société civile".

AS Badraoui

PORT DE MORONI :

Les études d'agrandissement du grand quai sont lancées

Pour mieux élargir et approfondir le bassin portuaire, la société chargée de la maintenance du port de Moroni, Moroni Terminal a mis en place un plan d'étude d'agrandissement du grand quai du port. Cela facilitera les opérations de déchargement des conteneurs du navire, et évitera le déchargement en rade avec une navette maritime, remorqueur et barge qui décharge ensuite en bord à quai dans le bassin portuaire.

Moroni Terminal entend réhabiliter le port de Moroni. Suite à la convention de concession du terminal à conteneurs du port de Moroni, signé le 30 juin dernier, entre l'Union des Comores et ladite société, ce dernier tient bien la route. Ce mardi 20 septembre, le chargé de communication de la société

Mohamed Abdou Soilihi alias Dr Mass a annoncé que les études d'agrandissement du grand quai du port de Moroni sont lancées. « Ces travaux vont faciliter les opérations de déchargement des conteneurs du navire, et évitera le déchargement en rade avec une navette maritime, remorqueur et barge qui décharge ensuite en bord à quai dans le bassin portuaire. Et ça apportera un grand appui au développement du pays. Tout cela pour améliorer le port afin d'avoir un port digne de son nom », a-t-il indiqué.

Selon lui, c'est un grand projet qui mérite beaucoup d'étude. « La société ne va pas se lancer au hasard. Il aura des experts qui vont faire des observations. Car ça va permettre de traiter avec les navires faisant escale à Moroni directement en bord à quai dans le bassin portuaire et non au large. Et la société veut que ce projet



se réalise dans un meilleur délai », poursuit-il.

Pour rappel, Moroni Terminal-filiale de Bolloré Ports, opère sur le terminal à conteneurs de Moroni depuis le 28 mai 2012. Cette conces-

sion a permis à la société de réaliser plusieurs investissements au sein du terminal et a fait l'objet d'un avenant cette année. En effet, la croissance des volumes conteneurs se heurte à la complexité des opérations de

déchargement et de stockage au port de Moroni. Du fait des contraintes de fonds dans le bassin portuaire, les opérations de déchargement s'effectuent en rade avec une navette maritime, remorqueur et barge, qui est ensuite déchargée en bord à quai dans le bassin portuaire.

Afin de résoudre ce problème, le gouvernement et la société ont procédé le 30 juin dernier à la signature de l'avenant à la convention de concession du terminal à conteneurs du port de Moroni. Ce dernier prévoit la mise en place d'un plan d'investissement de 5 milliards de francs comorien soit 10 millions d'euros. Il permettra notamment de poursuivre le chantier de modernisation des infrastructures ainsi que des équipements de la société et enfin de lancer les études d'agrandissement du grand quai du port.

Nassuf Ben Amad

RENCONTRE ENTRE MOUIGNI BARAKA ET AZALI

« Je suis allé lui dire les 4 vérités en face »

Suite à sa rencontre avec le président Azali Assoumani, l'ancien gouverneur Mouigni Baraka explique, en long et en large ce qui a été dit à cette rencontre de Beit Salam. Selon lui, il est allé dire au chef de l'Etat les vérités en face.

12 jours, jour pour jour, après sa rencontre avec le chef de l'Etat, l'ancien gouverneur et président du CNT Mouigni Baraka, a organisé un rassemblement populaire à Ntsudjini hier 21 septembre. Devant une foule nombreuse composée essentiellement de notables et cadres fidèles à ses idées, il explique le pourquoi et le comment, lui et Idi Boina, ont accepté l'invitation de Beit Salam. « Tout ce qui se passe là-bas m'interpelle puisque l'intérêt du pays prime sur les intérêts personnels », dit-il, tout en insistant qu'il ne cherche ni un poste ministériel ni une direction.

Sa réunion dite "populaire" est placée sous le signe de la pénurie alimentaire, la vie chère, la relance et la redynamisation de leur lutte pour le retour à l'ordre constitutionnel rompu en 2018, le respect des libertés individuelles et collectives et des accords de Fomboni. « Le

statu quo de cette situation inédite m'a profondément interpellé sur ma propre conscience en tant qu'ex gouverneur de Ngazidja et actuel résistant et opposant au régime en place aujourd'hui. Nous devons en sortir car les comoriens sont fatigués. Ils n'en peuvent plus avec ces querelles

sans fin et sans véritables perspectives de sortie de crise », avance-t-il.

Suite à une lettre du président Azali l'invitant à un entretien afin d'examiner ensemble les voies et moyens pour sortir de cette crise économique, politique et institutionnelle, le candidat malheureux aux élections présidentielles de 2019 a décidé d'être transparent en rendant public le contenu sa rencontre avec le président Azali. « D'autres personnes ont choisi d'aller le voir en toute discrétion et à l'insu du peuple. Devrais-je refuser l'invitation du Colonel et me résigner face à cette situation économique au bord de l'explosion ? Devrais-je penser à ma personne, à mon image et à ma carrière politique alors que le pays est au bord de l'abîme ? » se demandait-il.

Ainsi, Mouigni Baraka affirme qu'il va continuer le combat politique à savoir la lutte contre le régime actuel. C'est pourquoi il appelle

tout le monde (les opposants d'Azali) de retourner dans leurs régions pour étudier l'éventuel plan B. Les deux personnes ont parlé de la justice, le retour à l'ordre constitutionnel, la paix, la sécurité, les libertés et la bonne Gouvernance démocratique. « Les Comoriens veulent en finir avec les emprisonnements politiques, les atteintes aux libertés individuelles et collectives, les meurtres sans procès, les injustices et la terreur. Ils en ont assez de ce régime autoritaire qui dilapide et détournent des fonds publics, installe la corruption à ciel ouvert et creuse les inégalités entre les citoyens. Pour lui, les Comoriens veulent un retour à l'ordre constitutionnel et le respect des accords de Fomboni, gages d'une alternance politique apaisée et d'une prospérité économique et financière ».

Ibnou M. Abdou



SANTÉ PUBLIQUE À MOHÉLI

Une clinique mobile offre des consultations gratuites aux femmes

La toute nouvelle clinique mobile offerte par le ministère de la santé, sillonne les villages de Mohéli pour consulter gratuitement les femmes, surtout celles qui portent une grossesse. Ce lundi 19 septembre, c'était le tour de Djoiezi où 18 femmes ont bénéficié d'une consultation prénatale et 3 autres pour la planification familiale. Cette nouveauté n'est pas sans effet psychologique. Une certaine psychose s'installe chez certains habitants du fait de voir une ambulance stationnée dans leurs quartiers pour des consultations médicales.



Depuis le début de ce mois de septembre, une équipe des agents de santé dirigés par madame Rassaenti Abdallah, sage femme d'État, parcourt les villes et villages à Mohéli pour des consultations prénatales ou de planning familial. Après Nioumachoi, Ndrondroni, Ouallah et d'autres localités, ce lundi c'était le tour de

Djoiezi, plus particulièrement dans le quartier de Mrafeni. « Ici, nos consultations se focalisent sur les femmes enceintes et la planification familiale. On fait ces visites pour identifier les femmes enceintes. Mais des fois nous trouvons d'autres patients. Dans ce cas, nous les

orientons vers d'autres médecins » explique la sage femme Rassaenti Abdallah.

Dans ce quartier, 21 femmes sont consultées gratuitement, dont 18 pour des visites prénatales et 3 autres pour des consultations sur la planification familiale. Un appareil

d'échographie, des médicaments de base, tout y est dans cette clinique mobile pour des consultations dignes de ce nom. Selon cette Sage femme d'État, consulter gratuitement n'est pas le fruit du hasard. « Il y a des femmes enceintes qui ne savaient pas qu'elles portent une

grossesse. D'autres le savaient mais il leur est difficile de connaître le nombre des semaines du fœtus. Ce qui est très dangereux pour la santé de la mère et celle de l'enfant. Avec l'échographie sur place tout est clair. Dans tous les cas maintenant elles vont suivre convenablement l'évolution de leur grossesse » rassure-t-elle. « Nous sommes très heureux car en cette période de crise économique, il est difficile de payer 10.000 fc pour se faire consulter chez un échographe car c'est très cher. Or ici on ne paye rien » se réjouit Djaouriya Boura mère leader à Djoiezi.

Cependant, dans certaines localités, la population est un peu réticente pour cette clinique mobile, car pour eux la présence d'une ambulance dans un quartier est synonyme d'un malheur. Une psychose qui s'est installée insidieusement depuis la période de la covid-19.

Riwad

FAIT DIVERS/ANJOUAN

Un jeune de 27 ans meurt dans un accident de la circulation à Lingoni

Mardi dernier deux accidents se sont produits à Anjouan dont un mortel à Lingoni dans la commune de Moya. Le jeune motard qui a rendu l'âme sur le coup a été enterré le soir même à son village natal à Hasimpao alors que celui qui était transporté est admis aux urgences à l'hôpital de Hombo. L'excès de vitesse et un frein qui a lâché constituent les causes de ces deux accidents.

rendu l'âme sur place », raconte-t-il. Notre témoin précise encore que « le motard est enterré le soir même dans son village, Hasimpao et l'autre grièvement blessé admis à l'hôpital à Mutsamudu ».

A rappeler qu'il y a trois semaines, un incident s'est produit dans la même commune, mais ce dernier c'est à

Kowé, un village limitrophe de Moya. Ici, la population a lynché un jeune de 17 ans, confondu à un chauffard qui avait fait un accident et pris la fuite. En trois semaines, plusieurs dégâts sont enregistrés dans la commune de Moya. L'insécurité routière doit interpellier les autorités.

Nabil Jaffar

Un motard est mort sur le coup et un autre motard, d'un tricycle a ravagé trois voitures garées aux abords de la route à Lingoni. Pour ce dernier, les témoins joints au téléphone font savoir que la cause directe de l'accident est liée à un lâchement de frein et cause secondaire n'est rien d'autre que le squat sauvage sur la route nationale. L'autre qui a perdu la vie sur le coup est un pêcheur de Hasimpao, un village de la commune de Vouani.

Selon, un autre témoin, la moto n'avait pas de lumière. « Les deux personnes sur la moto, ont foncé, alors qu'un bus montait en fixant les phares sur le regretté et à côté un camion avait squatté sauvagement et le motard perdu la vue, ne savait pas où passer. Il a heurté ce camion et a

BULLETIN D'ABONNEMENT

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse postale : _____ email : _____

Tél. : _____ Fax : _____ Mob : _____

Périodicité :

3 mois Montant : _____

6 mois Montant : _____

12 mois Montant : _____

Mode de règlement :

Espèces

Chèque n° _____

Virement bancaire réf. : _____

Moroni le,

Signature : _____

Tarifs d'abonnement
(Valable à compter du 1er janvier 2015)

	Mensuel		Trimestriel		Semestriel		F
	FC	Euro	FC	Euro	FC	Euro	
Comores	4 500	9	12 500	25	25 000	51	50
Etranger	6 000	12	17 000	35	32 000	65	62

CCAC MAVUNA présente

1... 2... 3...

4 Petites notes d'amitié

A partir de 5 ans

MER. 21 SEPT
16:30 AU CCAC-MAVUNA
ENTRÉE: 500 FC
ADHÉRENTS: GRATUIT

Logo of the French Republic and CCAC logos.

77^E SESSION DE L'AG DE L'ONU :

António Guterres lance un appel à la solidarité mondiale en faveur de l'éducation

Dans un communiqué de presse, le secrétaire général de l'ONU António Guterres a appelé à la solidarité mondiale en faveur de l'école du 21^{ème} siècle. Cinq axes prioritaires ont attiré son attention notamment l'égalité à l'accès à l'éducation. Il exhorte les gouvernements d'accorder leur priorité au financement de l'éducation, encourage les partenaires au développement à annuler les réductions d'aides et à consacrer à l'éducation au moins 15% de l'aide publique au développement.

La 77^{ème} session de l'Assemblée Générale des Nations unies a débuté au siège de l'organisation, à New York, le 13 septembre 2022 et prendra fin le 26 septembre prochain. Plusieurs pays y compris les Comores ont été conviés à cette assemblée où plusieurs sujets seront abordés notamment l'éducation. Lors du dernier

jour du sommet sur la transformation de l'éducation lundi 19 septembre dernier, le secrétaire général António Guterres a préconisé une éducation de qualité accessible à tous, prodiguée tout au long de la vie et adaptée aux besoins de la société et du travail au 21^{ème} siècle. Par-là, il encourage une refonte de la formation des enseignants et des efforts contre la fracture numérique, tout en appelant à la solidarité mondiale dans le financement prioritaire de l'éducation grâce à l'appui des institutions financières. « Chaque personne ici présente sait que l'éducation transforme les vies, les économies et les sociétés. Mais nous savons qu'il nous faut transformer l'éducation car elle traverse une crise profonde », a-t-il lancé devant les représentants des pays.

Cinq priorités ont attiré son attention notamment, celle d'assurer l'égalité d'accès à l'éducation, résoudre la pénurie mondiale d'en-

seignants et améliorer leur formation pour qu'ils s'érigent en « facilitateurs » du savoir, capables d'apprendre à apprendre plutôt que de se contenter de transmettre des connaissances toutes faites, la révolution numérique, tous les élèves doivent en bénéficier. Quant au financement de cette transformation, il exige « un élan de solidarité mondiale ». Ce dernier demande aux gouvernements d'accorder leur priorité au financement de l'éducation, encourage les partenaires à annuler les réductions d'aides et à consacrer à l'éducation au moins 15% de l'aide publique au développement. Il appelle les institutions financières internationales à promouvoir l'objectif de qualité de l'enseignement pour tous dans les pays en développement, en tirant parti de la facilité internationale de financement pour l'éducation qui vise à mobiliser 10 milliards de dollars pour aider 700 millions d'en-



fants à bénéficier d'un enseignement de qualité. Mais serait-il possible chez nous ?

Au cours de ces réunions de travail constructif, plus de 130 pays se sont engagés à relancer leurs systèmes éducatifs et à accélérer les mesures pour mettre fin à la crise de l'apprentissage. Près de la moitié des pays ont donné la priorité aux mesures visant à lutter contre la perte d'apprentissage, tandis qu'un tiers des pays se sont engagés à sou-

tenir le bien-être psychosocial des élèves et des enseignants. Deux pays sur trois ont également fait référence à des mesures visant à compenser les coûts directs et indirects de l'éducation pour les communautés économiquement vulnérables, et 75% des pays ont souligné l'importance des politiques d'éducation sensibles au genre dans leurs engagements...

Andjouza Abouheir



UNION DES COMORES

Unité – Solidarité - Développement

MINISTRE DES FINANCES, DU BUDGET ET DU SECTEUR BANCAIRE



Projet d'Appui au Développement du Secteur Financier (P166193)

APPEL D'OFFRE INTERNATIONAL POUR LA MISE EN PLACE D'UN RESEAU DE TELECOMMUNICATION INTERBANCAIRE ET L'ACQUISITION D'UN DATA CENTER MODULABLE

AAOI N° : 03/PADSF/2022/BCC/AO

Date de l'avis : 13 Septembre 2022

Le Gouvernement de l'Union des Comores a reçu un financement de la Banque

Mondiale pour financer le coût du Projet d'Appui au Développement du Secteur Financier (PADSF), et à l'intention d'utiliser une partie de ces fonds pour effectuer des paiements au titre du Marché pour la mise en place d'un réseau de télécommunication interbancaire et l'installation du Data Center. Pour ce Marché, l'Emprunteur effectuera les paiements en recourant à la méthode de décaissement par paiement direct, comme définie dans les Directives de la Banque Mondiale applicables aux Décaissements dans le cadre de Financements de Projets d'Investissement, à l'exception des paiements pour lesquels le marché stipule que le paiement sera effectué par crédit documentaire.

2. L'Unité de Gestion de Projet sollicite des offres fermées de la part de soumissionnaires éligibles et répondant aux qualifications requises pour :

Lot 1 : la mise en place d'un réseau de télécommunication interbancaire

Lot 2 : L'acquisition et l'installation du data center

3. Les deux lots sont divisibles et la comparaison sera par lot.

4. La procédure sera conduite par mise en concurrence internationale en recourant à un Appel d'Offres (AO) telle que définie dans le « Règlement applicable aux Emprunteurs

– Passation des Marchés dans le cadre de Financement de Projets d'Investissement » du nouveau cadre de passation de marché de juillet 2016 et les mises à jour de Novembre 2017 et Août 2018 de la Banque Mondiale (« les Règles de passation des marchés »), et ouverte à tous les soumissionnaires de pays éligibles tels que définis dans le Règlement de passation des marchés.

5. Les Soumissionnaires intéressés et éligibles peuvent obtenir des informations à l'adresse mentionnée ci-dessous du Lundi au Vendredi et aux heures suivantes : du lundi au jeudi : de 8 heures 30 minutes à 14 heures 30 minutes et le vendredi : de 8 heures 30 minutes à 11 heures 00 minutes (heure locale, GMT+3)

Les soumissionnaires intéressés peuvent obtenir un dossier d'Appel d'offres complet en français en formulant une demande écrite

à l'adresse mentionnée ci-dessous contre un paiement non remboursable de KMF 20 000 (vingt mille francs comoriens) ou son équivalent en devise librement convertible. La méthode de paiement sera en espèces pour les fournisseurs nationaux et par virement bancaire pour les internationaux (exempt de tout frais bancaire), aux coordonnées bancaires mentionnées ci-dessous. Le document d'Appel d'offres sera adressé pour les internationaux par courrier électronique.

Intitulé du compte : BM-SNP-PADSF/OPERATIONS EXTERIEURES
IBAN : KM 46 00006 00001 0 0010043675 09

Numéro de compte : 0010043675
Banque : EXIM BANK COMORES SA
Code SWIFT : EXTNKM KM

Correspondant en euros :

SWIFT : SOGEFRPP

Correspondant en dollars américains :

SWIFT : BKTRUS33 avec intermédiaire
SWIFT : EXTNTZTZ

Les offres devront être remises à l'adresse ci-dessous **au plus tard le 11 octobre 2022 à 10 heures 00 min heure locale (GMT+3)**. La soumission des offres par voie

électronique ne sera pas autorisée. Toute offre arrivée après l'expiration du délai de remise des offres sera écartée. Les offres seront ouvertes en présence des représentants des soumissionnaires et des personnes présentes à l'adresse mentionnée ci-dessous à **10 heures 30 min – heure locale de Moroni** - Union des Comores.

8. Les offres doivent être accompagnées d'une caution / garantie Bancaire, pour un montant de **deux pourcent (02%) du montant proposé pour chaque lot, ou son équivalent en monnaie convertible valable pour une période de 120 jours, à compter de la date limite fixée pour la remise des offres.**

9. L'(les) adresse(s) auxquelles il est fait référence ci-dessus est(sont) :
Banque Centrale des Comores
Projet d'Appui au Développement du Secteur Financier
Housna THABIT, Coordinatrice Nationale
Sise à la Banque Centrale des Comores Place de France, BP 405 Moroni - Tel : (+269) 773 10 02 poste 173/ 763 12 22-
Email : Housna.UGP@banque-comores.km
- Anfifa.UGP@banque-comores.km



AVIS DE RECRUTEMENT



Le PNUD Comores recrute un (e) **Coordonnateur (ice) National (e) du projet** « Mise en œuvre d'un développement durable à faible teneur en produits chimiques et non chimiques dans les PIED- dans les Îles de l'océan -Indien- Comores », NPSA 11
Les candidat(e)s intéressé(e)s sont prié(e)s de prendre connaissance des termes de référence, et de **postuler en ligne** à partir du lien ci-dessous :

*** Poste de Coordonnateur (ice) National (e) du projet** « Mise en œuvre d'un développement durable à faible teneur en produits chimiques et non chimiques dans les PIED- dans les Îles de l'océan -Indien-Comores », NPSA11

CandidateExperience/fr/sites/CX_1/job/6008/

Date de début de Publication : **21 septembre 2022**
Date limite dépôt des candidatures : **12 octobre 2022**

Remarques :

- Les candidatures féminines sont fortement encouragées et à compétences égales, les candidatures féminines sont privilégiées.
- Toutes les candidatures seront traitées dans la plus stricte confidentialité.
- Le PNUD ne tolère pas l'exploitation et les abus sexuels, aucun type de harcèlement.
- Tous les candidats sélectionnés seront donc soumis à des vérifications rigoureuses des références et des antécédents.
- Seuls les candidat(e)s retenu(e)s pour des entretiens seront contactés.

COMMUNIQUE DE LA BFC SUR L'AFFAIRE KHUNE & HEITZ

Suite à l'intervention médiatique de l'avocat de la société KHUNE & HEITZ du 19 septembre 2022, la BFC souhaite apporter quelques éclaircissements sur cette affaire en guise de droit de réponse.

En effet, il y a un contentieux judiciaire entre la BFC et la société KHUNE & HEITZ concernant six (6) factures dites avalisées et non avalisées.

Parmi ces factures, quatre (4) non avalisées sont contestées par la BFC.

En revanche, les deux (2) factures ne souffrant d'aucune contestation de la banque, ont fait l'objet d'une ordonnance de consignation au Tribunal de Commerce de Moroni.

Entre temps, l'Avocat de la société KHUNE&HEITZ s'est rapproché de la BFC, en vue d'établir un protocole d'accord permettant à la BFC de payer directement le montant de ces deux (2) factures sur le compte bancaire de la société KHUNE & HEITZ au lieu de procéder à une consignation au Tribunal de Commerce de Moroni.

Mais il se trouve que les deux (2) parties ont manifesté un désaccord quant à certaines dispositions du protocole. La BFC était en attente d'un retour de la société KHUNE&HEITZ en vain. Par conséquent, la BFC considère que la sortie médiatique du conseil de la société KHUNE&HEITZ constitue un désaveu des discussions précédemment engagées par les deux (2) parties. De ce fait, et pour permettre la suite de la procédure en cours, la BFC décide de consigner au Tribunal de Commerce de Moroni, le montant de ces deux (2) factures, conformément à l'ordonnance N° 55/22 DU 19/01/2022.

Moroni, le 21 septembre 2022

MAITRE MOINDJIE HAMADI



UNION DES COMORES

Unité – Solidarité - Développement

MINISTRE DES FINANCES, DU BUDGET ET DU SECTEUR BANCAIRE



Projet d'Appui au Développement du Secteur Financier (P166193)

Crédit/Don N° : IDA- D6760/IDA-67070



LA BANQUE MONDIALE
BIRD - IDA | GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE



APPEL A CANDIDATURE POUR LE RECRUTEMENT D'UN (E) TECHNICIEN (NE) SPECIALISE (E) EN INCLUSION FINANCIERE

AVIS GÉNÉRAL DE PASSATION DES MARCHÉS

Date de l'avis : 12 Septembre 2022

1. Le Gouvernement de l'Union des Comores a reçu un financement de la l'Association Internationale de Développement pour financer le coût du Projet d'Appui au Développement du Secteur Financier (PADSF), et à l'intention d'utiliser une partie de ce fond pour effectuer des paiements au titre du contrat suivant : Recrutement d'un (e) technicien (ne) spécialisé (e) en inclusion financière afin de compléter l'équipe de l'Unité de gestion.

2. Objectif :

Ce projet d'investissement est conçu pour soutenir le développement du secteur financier compatible avec une croissance inclusive. Plus précisément Le Projet d'appui au développement du secteur financier (P166193) vise à accroître l'efficacité de la prestation de services financiers pour l'inclusion financière des ménages et des petites et moyennes entreprises PME ainsi que la stabilité financière dans l'Union des Comores.

3. Durée du travail du consultant :

La durée du contrat est de 5 mois renou-

velable après confirmation de la qualité de travail fourni.

4. Profil du Consultant :

Le Consultant devra disposer des qualifications ci-après :

- Diplôme Maîtrise (Bac+ 4) en économie, finances, gestion ou équivalent ;
- Expériences professionnelles d'au moins cinq ans dans un poste similaire ;
- Maîtrise du concept d'inclusion financière et de la finance numérique ;
- Une très bonne connaissance du secteur financier comorien ;
- Une expérience dans des projets de développement, particulièrement ceux financés par la Banque Mondiale serait un atout ;
- Une aisance relationnelle de travail avec les partenaires du Projet œuvrant dans le domaine concerné, et les responsables chargés de l'exécution du Projet ;
- Excellente capacité d'analyse et de synthèse, ainsi que de rédaction et présentation de rapport ;
- Maîtrise des outils informatiques nécessai-

res à sa fonction ;

- Maîtrise du shikomor et du Français. La connaissance de l'Anglais sera un atout.
- Méthodique, rigoureux (se), intègre,
- Maîtrise parfaite du Français, et des outils informatiques. La connaissance de l'Anglais sera un atout.

5. Le Consultant (**Consultant Individuel**) sera sélectionné en accord avec les procédures de la Banque Mondiale définies dans les **règlements passation des marchés pour les emprunteurs sollicitant le financement de projets d'investissement de juillet 2016** et les mis à jour de Novembre 2017 et Août 2018.

6. Les consultants intéressés peuvent obtenir des informations complémentaires ou se procurer des termes de référence à l'adresse mentionnée ci-dessous du Lundi au Vendredi et aux heures suivantes : du lundi au jeudi : de 8 heures 30 minutes à 14 heures 30 minutes et du vendredi au samedi : de 8 heures 30 minutes à 11 heures 30 minutes (heure locale).

7. Les manifestations d'intérêt, consti-

tuées : i) **d'une lettre de motivation**, ii) **d'un Curriculum Vitae détaillé faisant ressortir les qualifications et l'expérience du Candidat** et iii) **des copies des diplômes, attestations et/ou certificats de travail, etc.**, doivent être déposées au standard de la Banque Centrale des Comores, **au plus tard le 26 Septembre 2022 à 10 heures 00 min, heure locale de Moroni – Union des Comores** à l'attention de Madame la Coordinatrice nationale et portant la mention: « **Recrutement d'un (e) Technicien(ne) spécialisé(e) en inclusion financière** »

8. L'(les) adresse(s) auxquelles il est fait référence ci-dessus est (sont) :
Banque Centrale des Comores
Projet d'Appui au Développement du Secteur Financier
Housna THABIT, Coordinatrice Nationale
Sise à la Banque Centrale des Comores-
Place de France, BP 405 Moroni - Tel : (00 269) 773 10 02 poste 173 –
Email : Housna.UGP@banque-comores.km
– Anfifa.UGP@banque-comores.km